



19 mai 2026

TRÉSORERIE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DES PME / TPE :

***L'IMPACT DU CONFLIT AU MOYEN-ORIENT SUR LES
PERSPECTIVES DES DIRIGEANTS RESTE LIMITÉ À CE STADE***

BAROMÈTRE TRIMESTRIEL

FOCUS :

*IMPACT DU CONFLIT AU MOYEN-ORIENT
INTELLIGENCE ARTIFICIELLE*

PRINCIPAUX RÉSULTATS



TRÉSORERIE

Malgré un impact du conflit au Moyen-Orient sur les coûts auxquels font face les TPE / PME, les indicateurs de trésorerie ne sont que peu touchés ce trimestre.

Si les dirigeants ont constaté une légère détérioration de la situation de trésorerie au cours des trois derniers mois, le jugement moyen des dirigeants de TPE / PME sur leur niveau de trésorerie actuelle est peu affecté. Les deux indicateurs restent nettement sous leur moyenne historique (2018-2025).

Les perspectives sont même plutôt en amélioration : le solde sur la trésorerie des trois prochains mois gagne 3 points, alors que les dirigeants prévoient en large majorité de répercuter, au moins partiellement, les hausses de coût sur leurs prix de vente (cf. infra).



INVESTISSEMENT

Les intentions d'investissement des TPE / PME progressent légèrement, après le rebond déjà observé en début d'année : **46 % des dirigeants de TPE/PME comptent investir cette année** (+1 point ce trimestre). Cette proportion est toutefois inférieure à sa moyenne historique et **l'indicateur relatif aux montants investis s'inscrit lui en léger repli.**

Les investissements se concentrent toujours plus sur le renouvellement et la modernisation des équipements. À l'inverse, les dirigeants sont moins nombreux à envisager des investissements pour accroître leurs capacités de production ou lancer de nouveaux produits ou services. La part des investissements verts est à nouveau stable (à 30 %), à un niveau supérieur à son niveau pré-pandémie.



ACCÈS AU CRÉDIT

La proportion de dirigeants de TPE / PME rencontrant des difficultés d'accès au crédit de trésorerie se stabilise à **20 %**, légèrement au-dessus des niveaux habituels.

Les difficultés d'accès au crédit d'investissement refluent ce trimestre. La proportion de dirigeants déclarant rencontrer des obstacles pour financer leurs investissements auprès des établissements de crédit s'établit à 16 %, un niveau désormais légèrement inférieur à sa moyenne de long terme.

L'accès au financement reste peu cité comme frein à la croissance.

PRINCIPAUX RÉSULTATS



FREINS À LA CROISSANCE

Conséquence du conflit au Moyen-Orient, le niveau élevé des coûts et des prix est un obstacle à la croissance en progression marquée ce trimestre, cité par 32 % des dirigeants (+10 points). **La faiblesse de la demande** (actuelle et future) **demeure le principal frein à la croissance**, même si les contraintes de demande semblent se détendre légèrement (citées par 61 % des dirigeants, -2 points sur le trimestre, -5 points en 6 mois).

Les difficultés d'approvisionnement montent en flèche (57 % des répondants déclarent y faire face, +22 points sur le trimestre), sans toutefois retrouver les niveaux observés lors de la crise énergétique de 2022 (pic de 78 % atteint à l'été 2022).



FOCUS CONFLIT AU MOYEN-ORIENT

62 % des dirigeants déclarent que le conflit au Moyen-Orient a d'ores et déjà des répercussions négatives sur la trésorerie ou les résultats de leur entreprise. 25 % font état d'un impact fort.

Cet impact provient principalement de la hausse des coûts des matières premières énergétiques, pour 66 % des TPE/PME affectées par le conflit, et dans une moindre mesure de la hausse des coûts des intrants de production non énergétiques (pour 32 %). Mais près de 70 % des TPE / PME affectées comptent répercuter au moins en partie la hausse des coûts sur leurs prix de vente (18 % en totalité).

15 % des TPE/PME exposées au conflit jugent leur trésorerie actuellement insuffisante pour pouvoir absorber le choc lié au conflit.



FOCUS INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

58 % des TPE/PME ont recours à l'intelligence artificielle (généraliste ou non) et elles l'utilisent assez fréquemment (48 % en ont un usage quotidien ou quasi quotidien et 39 % l'utilisent au moins une fois par semaine).

47 % l'utilisent pour le marketing et les ventes, ce qui en fait le principal domaine d'application de l'IA, devant le processus de production ou de services.

Les TPE/PME ayant recours à l'IA perçoivent déjà quelques effets positifs, sur la productivité de leurs salariés essentiellement. Les effets anticipés à horizon 2030 sont plus marqués. L'impact est attendu légèrement défavorable sur les effectifs.

SOMMAIRE



**RÉSULTATS DE
L'ENQUÊTE**



**FOCUS - IMPACT DU
CONFLIT AU MOYEN-
ORIENT**



**FOCUS - INTELLIGENCE
ARTIFICIELLE**



MÉTHODOLOGIE



**BPIFRANCE LE LAB,
REXECODE**



RÉSULTATS DE
L'ENQUÊTE

TRÉSORERIE



Estimez-vous que depuis 3 mois votre situation de trésorerie est... ?

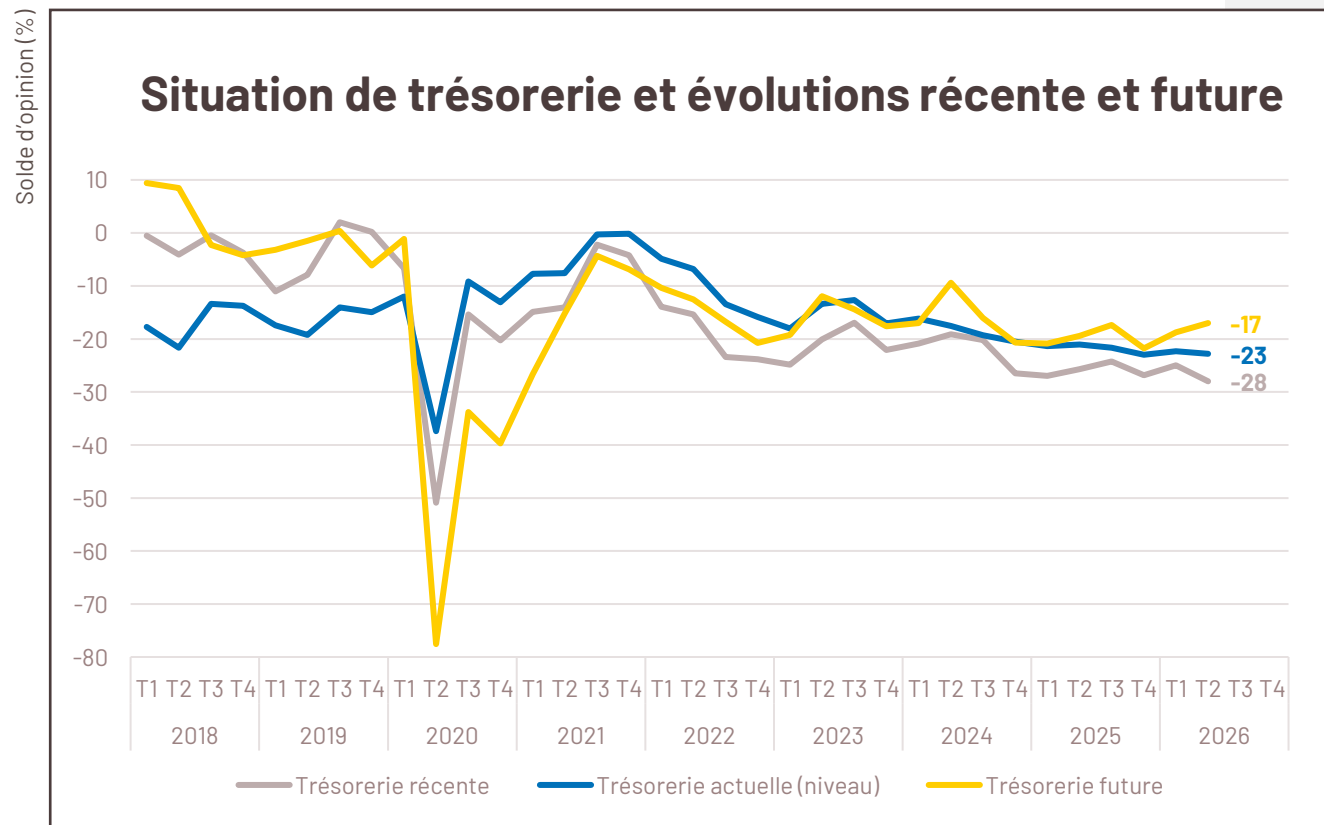
- En amélioration
- Stable
- En dégradation

Jugez-vous votre situation de trésorerie actuelle... ?

- Aisée
- Normale
- Difficile

Dans les trois prochains mois, estimez-vous que votre trésorerie sera... ?

- En amélioration
- Stable
- En dégradation



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Le solde d'opinion des dirigeants de TPE / PME sur l'évolution récente de leur trésorerie repart à la baisse. À -28, il recule de 3 points par rapport au trimestre précédent et atteint son plus bas niveau depuis la création de la série en 2018, hors crise sanitaire. 37 % des dirigeants déclarent une dégradation de leur trésorerie au cours des trois derniers mois (+2 points sur le trimestre, +3 points sur un an), tandis que seulement 9 % constatent une amélioration (+1 point sur le trimestre comme sur un an).

Le jugement sur le niveau actuel de trésorerie est peu affecté. À -23, l'indicateur est quasi stable depuis l'été 2025 mais demeure 8 points sous sa moyenne 2018-2025. 34 % des TPE / PME jugent leur situation de trésorerie actuelle difficile, une proportion proche de celle observée depuis un an.

Les perspectives de trésorerie à trois mois se redressent quelque peu : le solde d'opinion poursuit sa progression (+2 points ce trimestre) et s'approche de sa moyenne historique (-15 sur 2018-2025).

DÉLAIS DE PAIEMENT

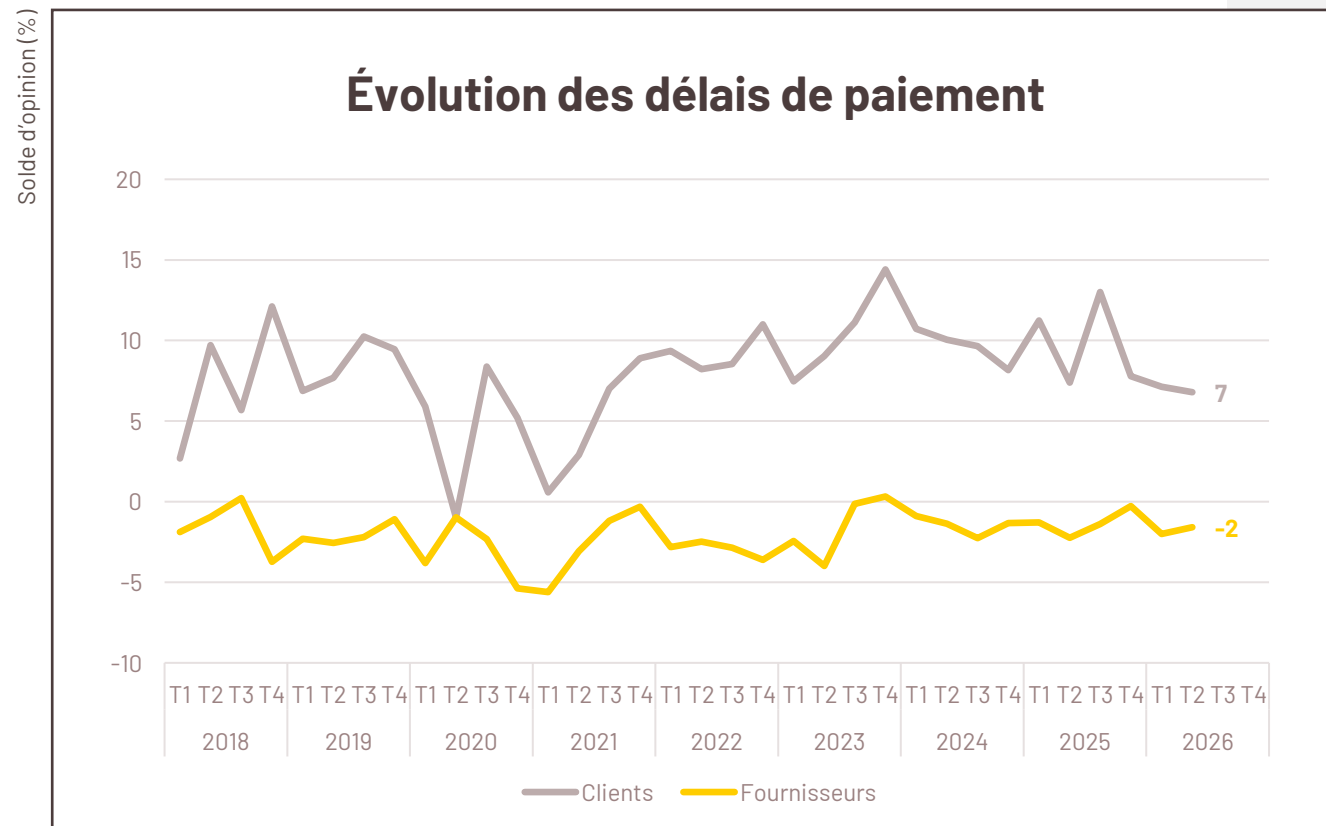


Les délais de paiement de vos clients sont-ils... ?

- En augmentation
- Stables
- En recul

Vos délais de paiement vis-à-vis de vos fournisseurs sont-ils... ?

- En augmentation
- Stables
- En recul



Note de lecture : Le solde d'opinion correspond à la différence entre les délais de paiement déclarés en augmentation et ceux déclarés en recul.

Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les délais de paiement n'ont que très peu évolué ce trimestre, aussi bien en provenance de leurs clients que vis-à-vis de leurs fournisseurs. Les indicateurs sont tous deux quasi stables autour de leur moyenne historique.

Le « solde commercial »* subi par les TPE / PME est donc stable ce trimestre.

* Différence entre les délais de paiement des clients et les délais de paiement aux fournisseurs

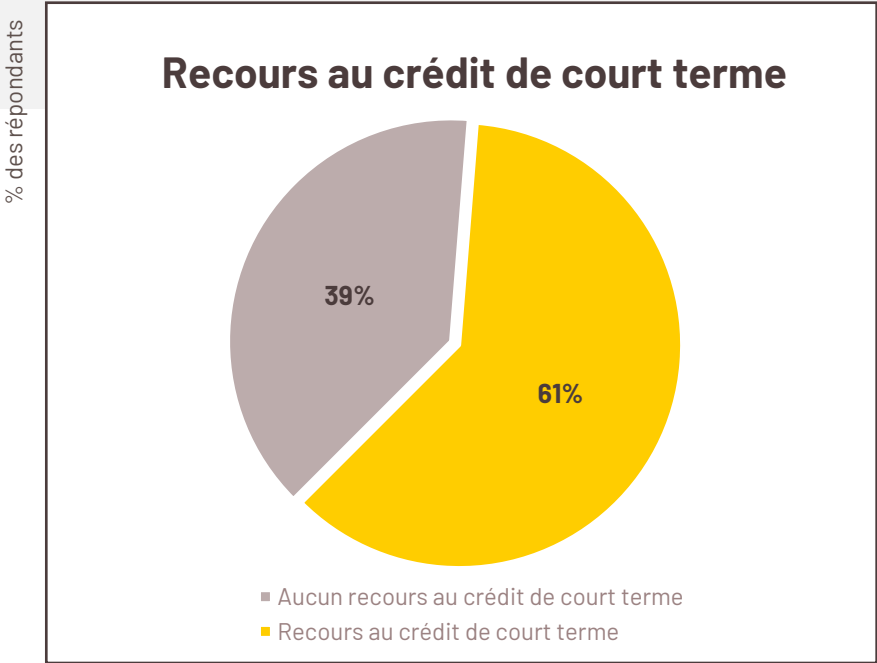
FINANCEMENT DE L'EXPLOITATION COURANTE



Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de votre exploitation courante ?

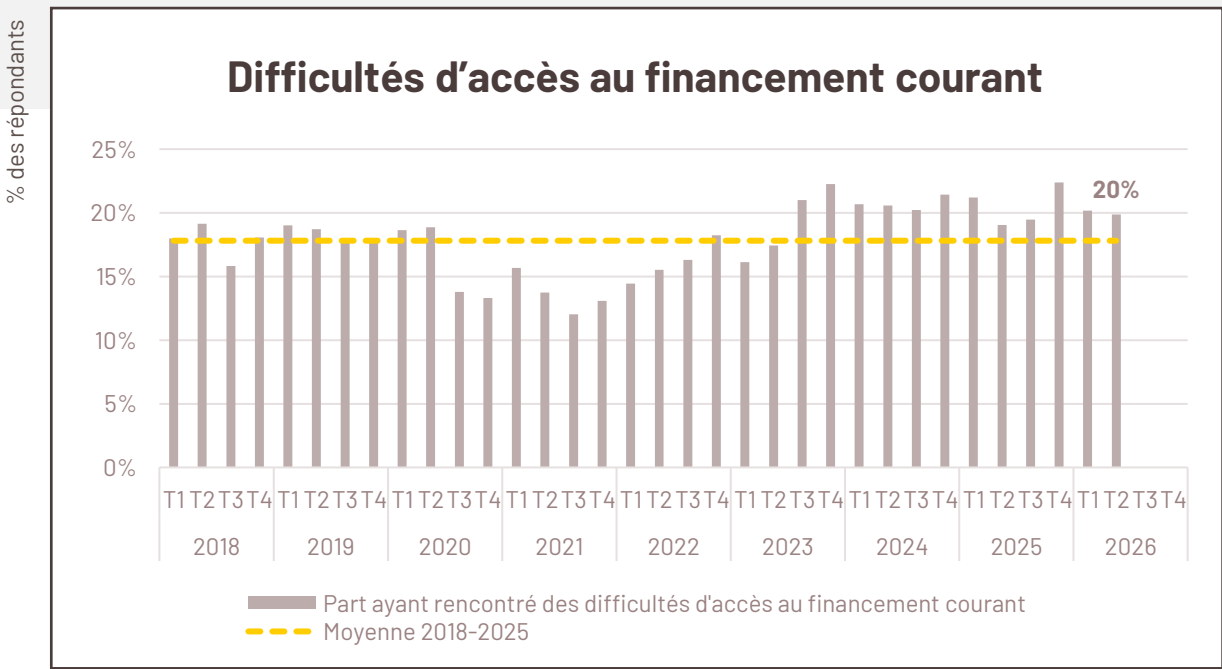
- Oui
- Non
- Sans objet (aucun besoin)

61 % des TPE / PME ont eu recours au crédit pour financer leur exploitation courante, une proportion un peu moindre ce trimestre qu'au précédent (-2 points, -3 points sur un an) et nettement inférieure à sa moyenne de longue période (68 % sur la période 2018-2025).



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi elles, 20 % déclarent avoir rencontré des difficultés d'accès au financement courant, une proportion stable sur le trimestre à un niveau légèrement supérieur à celui observé sur longue période (18 % sur 2018-2025).



Base : Répondants ayant eu recours au crédit de court terme
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

INVESTISSEMENT (1/2)

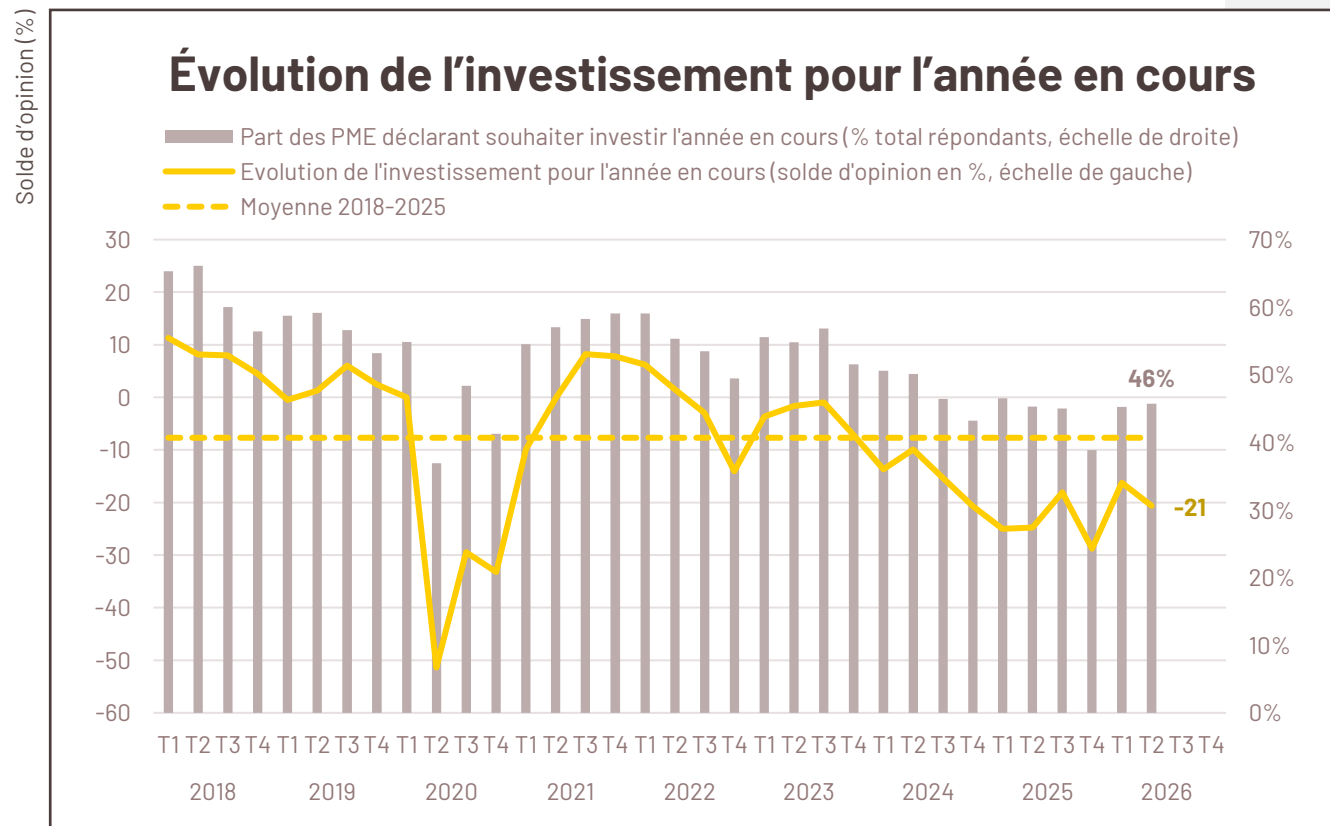


Comptez-vous investir cette année ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Cette année, estimez-vous que vos investissements sont ou seront... ?

- ☐ En hausse
- ☐ Stables
- ☐ En baisse



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

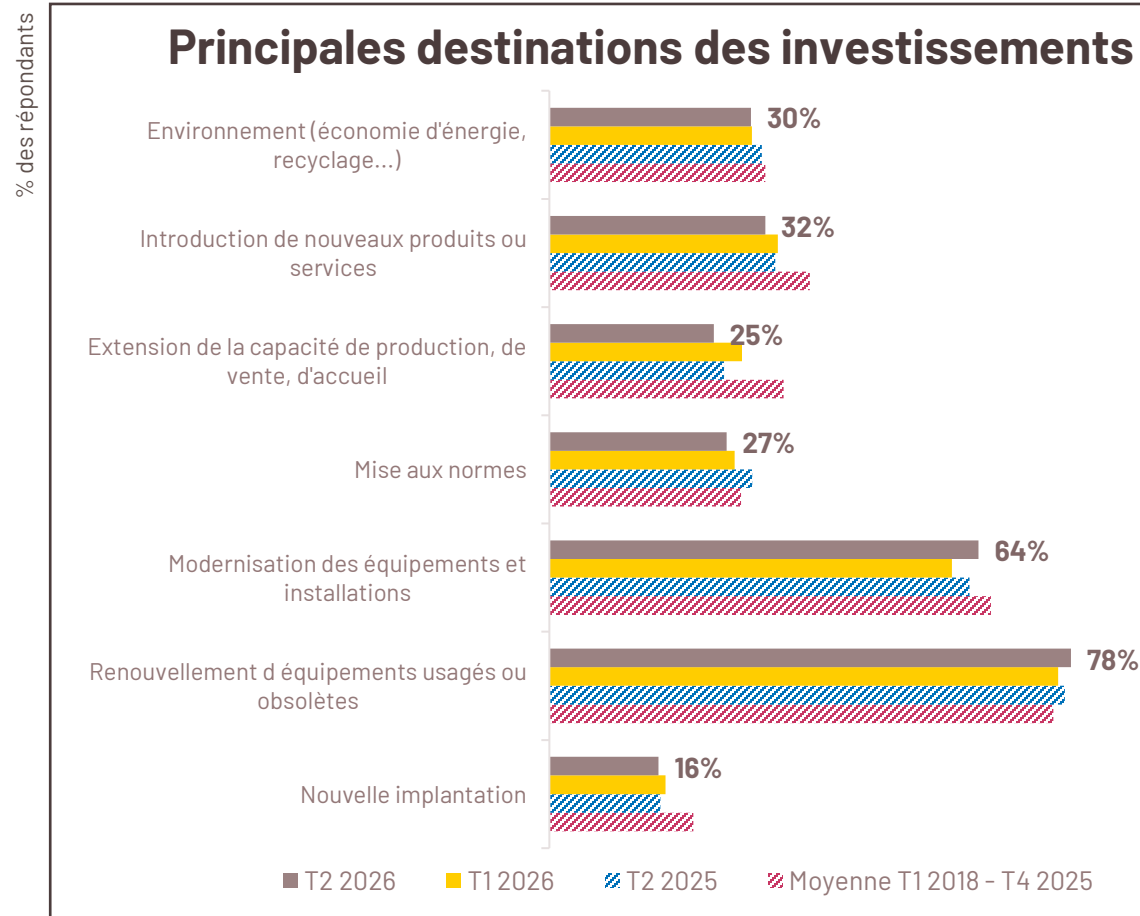
Les intentions d'investissement se stabilisent après le rebond observé en début d'année. Au 2^{ème} trimestre 2026, 46 % des dirigeants de TPE / PME anticipent investir cette année ou l'ont déjà fait, une proportion qui s'inscrit en très légère hausse sur le trimestre comme sur un an (+1 point). Les intentions d'investissement restent plus timorées qu'en moyenne depuis 2018 (53 % sur 2018-2025).

À -21, le solde d'opinion sur l'évolution des montants investis se replie ce trimestre, sans effacer complètement le rebond enregistré au trimestre précédent. Il recule certes de 5 points mais reste bien au-dessus du niveau observé fin 2025 (-29) et, dans une moindre mesure, de celui enregistré l'an passé (-25). L'indicateur reste sensiblement inférieur à sa moyenne historique (-8). Parmi les entreprises envisageant d'investir en 2026, 39 % prévoient de réduire leur budget d'investissement (+5 points sur le trimestre), contre 18 % qui envisagent de l'augmenter (stable).

INVESTISSEMENT (2/2)



Si vous avez investi ou comptez le faire cette année : pour quelle(s) destination(s) ?



Le renouvellement d'équipements usagés ou obsolètes et la modernisation des installations demeurent, de loin, les principales motivations d'investissement des dirigeants de TPE / PME, plus encore qu'au trimestre précédent (respectivement + 2 et +4 points) ou qu'il y a un an.

À l'inverse, les dirigeants sont moins nombreux à envisager des investissements pour accroître leurs capacités de production (25 %, soit -4 points sur le trimestre et -1 point sur un an) ou lancer de nouveaux produits ou services (32 %, soit -2 points sur le trimestre comme sur un an). Ces investissements apparaissent nettement moins prioritaires qu'en moyenne historiquement (7 à 10 points en-dessous).

La part des dirigeants prévoyant d'engager des investissements à visée environnementale est de nouveau stable ce trimestre, après deux années de décrue en 2024 et 2025. À 30 %, elle s'inscrit plus de 10 points sous les niveaux d'engagements record observés fin 2023 - début 2024 mais reste largement supérieure à son niveau pré-Covid (24 %). La hausse récente des prix énergétiques n'a donc à ce stade pas encore d'impact notable sur les intentions d'investissements verts, comme cela avait été le cas lors de la crise énergétique de 2022.

FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS



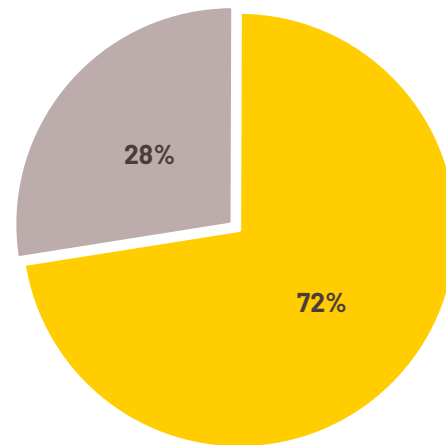
Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de ces investissements ?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Sans objet (aucun besoin de financement)

72 % des dirigeants de TPE / PME ayant l'intention d'investir au cours de l'année 2026 auraient recours au crédit pour financer leurs investissements. Cette proportion, globalement stable depuis un an, est inférieure à sa moyenne de longue période (77 % en moyenne sur 2018-2025).

% des répondants

Recours au crédit d'investissement



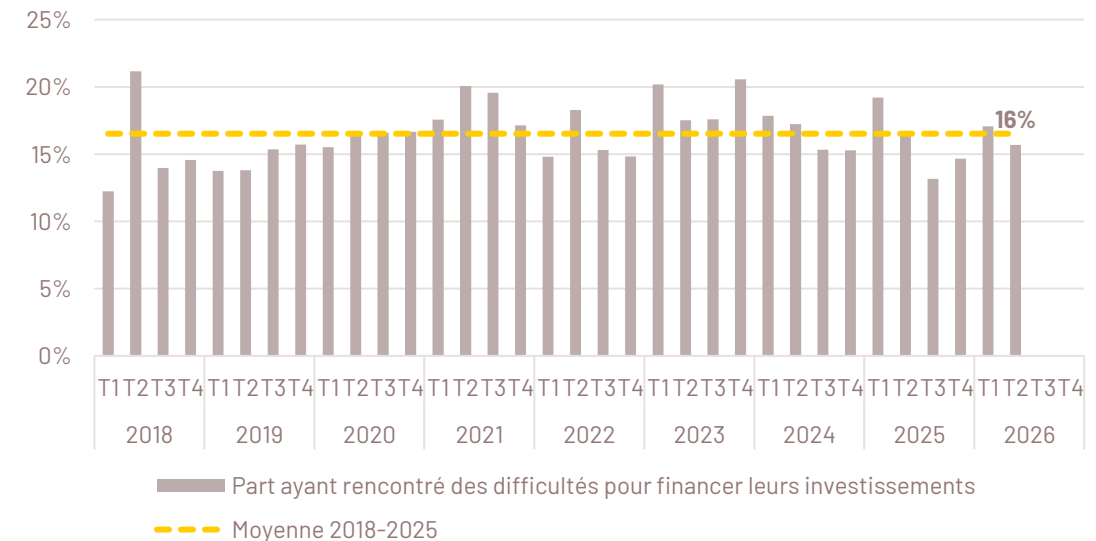
- Aucun recours au crédit d'investissement
- Recours au crédit d'investissement

Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi eux, **16 % signalent des difficultés pour financer leurs investissements par les établissements de crédit**, une proportion en légère baisse sur le trimestre comme sur un an, proche de sa moyenne de long terme (17 %).

% des répondants

Difficultés d'accès au crédit d'investissement

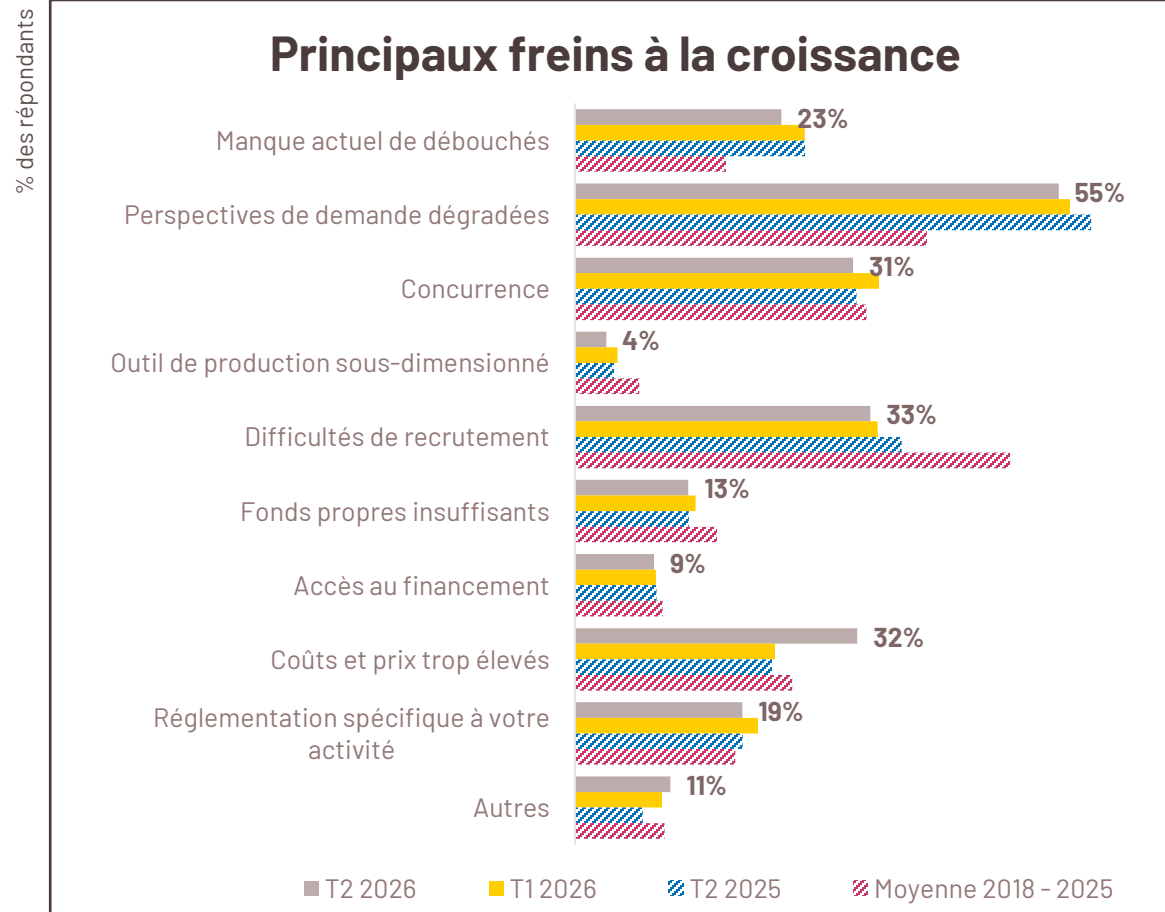


Base : Répondants ayant eu recours au crédit d'investissement pour financer des investissements en 2025
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

FREINS À LA CROISSANCE



Quels sont selon vous les trois principaux freins à la bonne marche de votre entreprise et au développement de votre activité ?



Les contraintes de demande se détendent légèrement mais demeurent le principal frein à la croissance des TPE / PME. 61 % des dirigeants perçoivent l'insuffisance de la demande comme principal frein à leur activité, que cette insuffisance soit actuelle (23 %) ou anticipée (55 %), une proportion en recul de 2 points sur le trimestre et de 5 points depuis la fin d'année 2025.

Conséquence de l'envolée des prix énergétiques depuis le déclenchement de la guerre en Iran, les TPE / PME sont nettement plus nombreuses ce trimestre à citer les coûts et prix trop élevés comme frein majeur à la croissance : 32 % d'entre elles, soit une hausse de 10 points sur le trimestre. Cette proportion est supérieure à celle observée en moyenne historique (25 % sur 2018-2025) mais 10 points inférieure au niveau observé lors de la crise énergétique de 2022 (42 % en moyenne entre mi-2022 et mi-2023).

Les difficultés de recrutement et le niveau de concurrence sont des obstacles d'intensité comparable, cités par un tiers des dirigeants également, en retrait sur le trimestre.

L'accès au financement et le manque de fonds propres demeurent des freins mineurs, cités par respectivement 9 % et 13 % des dirigeants, des proportions stables sur un an.

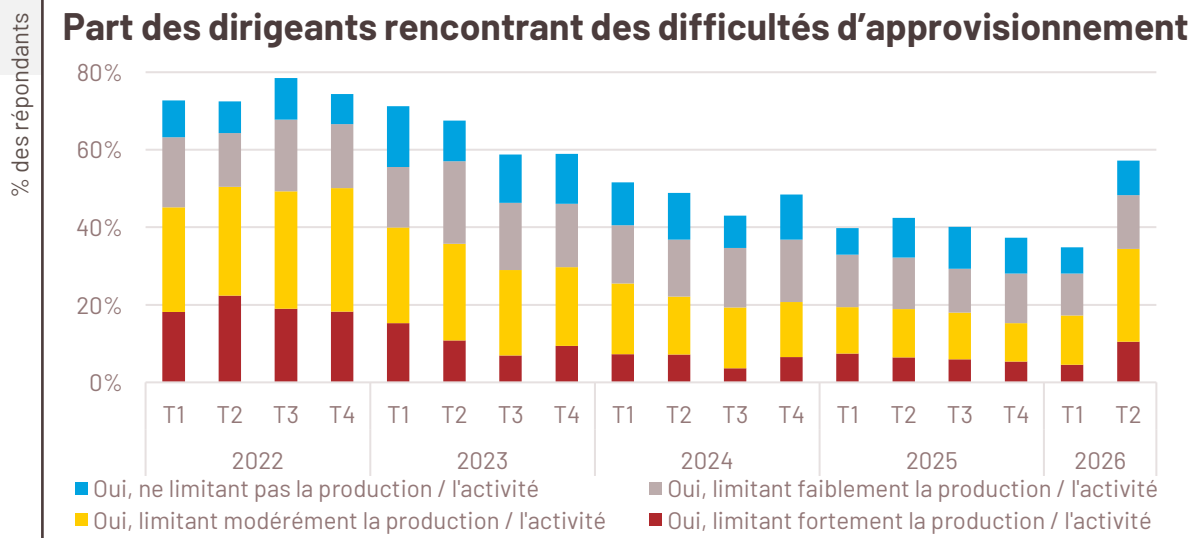
DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT



- Êtes-vous confrontés à des difficultés d'approvisionnement (hausse de prix des intrants, hausse du coût du transport, allongement des délais de livraison, pénuries, etc.) ?
- Depuis 3 mois, comment ont évolué ces difficultés d'approvisionnement ?
- A quel horizon pensez-vous que ces difficultés d'approvisionnement vont se résorber ?

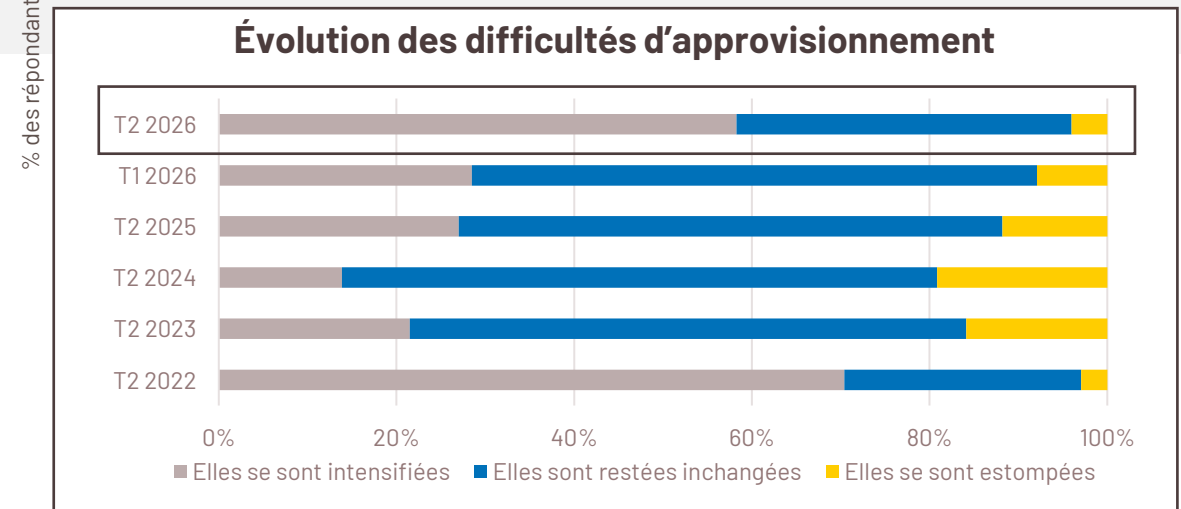
Conséquence directe de la guerre en Iran et du blocage du détroit d'Ormuz, les TPE / PME sont beaucoup plus nombreuses à rencontrer des difficultés d'approvisionnement (y compris hausse de prix/coûts) : 57 % des répondants déclarent y faire face, une proportion en hausse de 22 points sur le trimestre, qui reste bien plus faible que le pic de 78 % atteint à l'été 2022.

La part des TPE / PME jugeant que ces difficultés affectent fortement leur activité grimpe à 10 %, soit +5 points sur le trimestre. À titre de comparaison, c'est deux fois moins que lors du pic de 2022.



Base : Ensemble des répondants (échantillon redressé)
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi les dirigeants confrontés à des difficultés d'approvisionnement, 58 % estiment qu'elles se sont intensifiées, une proportion en hausse de 30 points sur le trimestre. 38 % considèrent qu'elles n'ont pas évolué au cours des 3 derniers mois (-26 points) et seules 4 % jugent qu'elles se sont estompées (-4 points). Les dirigeants semblent plutôt incertains quant à l'horizon de résorption des difficultés d'approvisionnement, même si ceux qui anticipent qu'elles se résorberont d'ici un an (36 %, +11 points sur le trimestre) sont plus nombreux que ceux qui pensent qu'elles perdureront au-delà (27 %, -5 points). 37 % des dirigeants n'ont pas de visibilité sur l'horizon de résorption de ces difficultés.



Base : Répondants ayant rencontré des difficultés d'approvisionnement (échantillon redressé)
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode



FOCUS

**IMPACT DU CONFLIT
AU MOYEN-ORIENT**

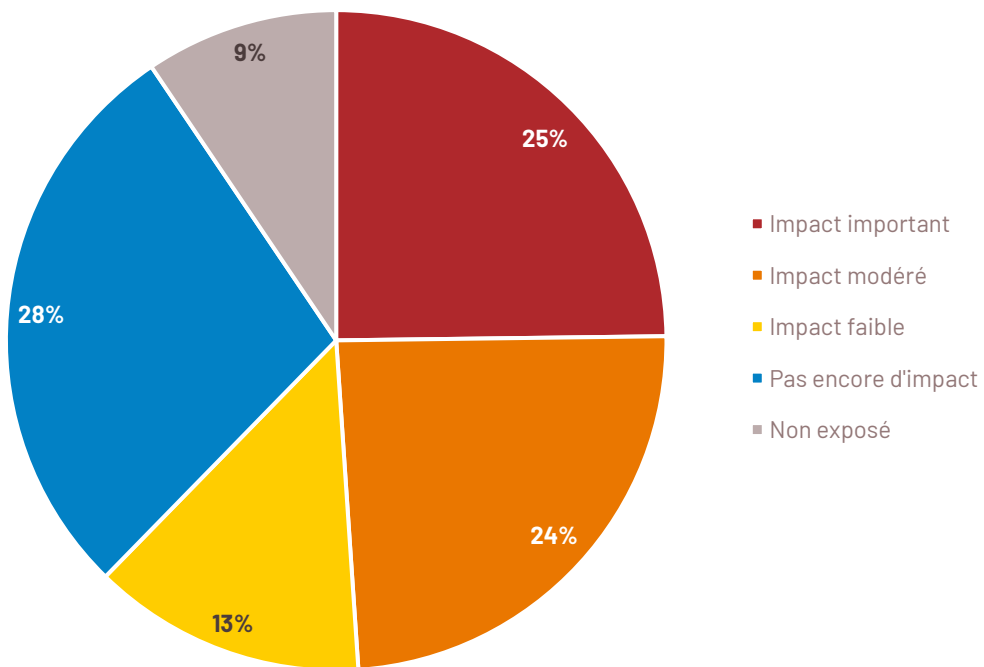
IMPACT DU CONFLIT AU MOYEN-ORIENT



- Les répercussions économiques du conflit au Moyen-Orient ont-elles d'ores et déjà un impact sur votre trésorerie et vos résultats ?

% des répondants

Impact du conflit au Moyen-Orient sur les TPE/PME



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Le conflit opposant l'Iran aux États-Unis et à Israël a ravivé les tensions sur les marchés des matières premières, des hydrocarbures en particulier, et le blocage du détroit d'Ormuz a également fortement ralenti le trafic commercial mondial, avec des conséquences sur l'économie française et les TPE/PME notamment*.

62 % des dirigeants de TPE/PME déclarent que le conflit au Moyen-Orient a d'ores et déjà des répercussions négatives sur la trésorerie ou les résultats de leur entreprise. Mais seuls 25 % font état d'un impact fort (24 % d'un impact modéré et 13 % d'un impact faible). 28 % ne perçoivent pas encore de conséquences à ce stade et 9 % se disent non exposées.

Les impacts varient fortement selon les secteurs.** Le secteur des **Transports est particulièrement exposé**, avec la quasi-totalité des dirigeants déclarant d'ores et déjà un impact. **Les secteurs du Commerce et de la Construction sont également plus concernés que la moyenne.** L'industrie et le Tourisme sont également fortement touchés, même si dans une moindre mesure. À l'inverse, le secteur des Services (hors Transports et Tourisme) est plus épargné.

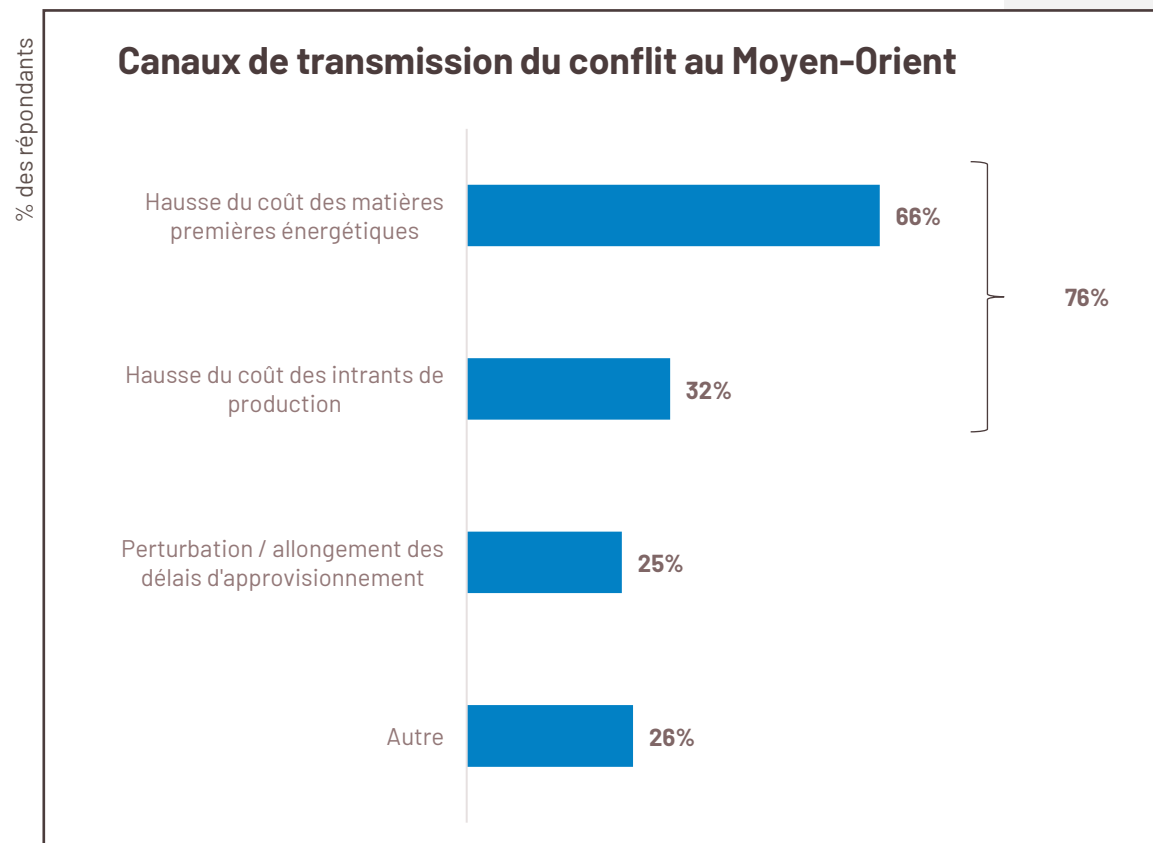
*cf. [Flash Eco Bpifrance Le Lab](#), avril 2026

** À noter toutefois que compte tenu d'un échantillon relativement faible pour une décomposition sectorielle, les résultats sont à prendre avec prudence.

IMPACT DU CONFLIT AU MOYEN-ORIENT



- Par quel canal cet impact se manifeste-t-il principalement ?
(Plusieurs réponses possibles)



Base : Répondants impactés par le conflit au Moyen-Orient

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

76 % des TPE/PME se disant affectées par le conflit le sont en raison d'une hausse des coûts, qu'ils soient énergétiques ou non.

Les répercussions découlent principalement de la hausse des coûts des matières premières énergétiques (pétrole, gaz), pour deux-tiers des TPE/PME affectées. Les TPE/PME de la Construction et des Transports sont plus particulièrement affectées par la hausse du coût de l'énergie. **Les répercussions découlent également de la hausse du prix des intrants de production non énergétiques** (pétrochimiques, métalliques, agricoles etc.), pour un tiers d'entre elles. Les TPE/PME de l'Industrie et, là encore, de la Construction, sont davantage pénalisées par la hausse des prix des consommations intermédiaires hors énergie.

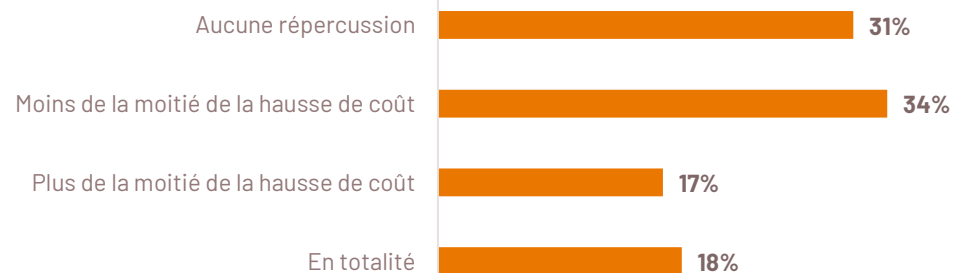
D'autres canaux ont également contribué à dégrader la trésorerie ou les résultats des TPE/PME. 25 % sont impactées par le conflit en raison de difficultés d'approvisionnement, alors que le trafic maritime est fortement ralenti. Ce chiffre grimpe à 40 % dans l'Industrie. Le choc se transmet également par d'autres canaux pour 26 % d'entre elles, parmi lesquels revient régulièrement l'attente de la part de leurs clients, conduisant à une baisse de leurs commandes. C'est particulièrement le cas dans le Tourisme et, dans une moindre mesure, les Services.

IMPACT DU CONFLIT AU MOYEN-ORIENT



- Dans quelle mesure pensez-vous répercuter les hausses de coût subies dans vos propres prix de vente ?
- La situation actuelle de trésorerie de votre entreprise est-elle suffisante pour pouvoir absorber le choc lié au conflit au Moyen-Orient ?
- Avez-vous eu recours à des lignes de financement spécifiques pour absorber ce choc ? Oui / Non, les lignes existantes étaient suffisantes / Non, mais nous envisageons d'ouvrir de nouvelles lignes

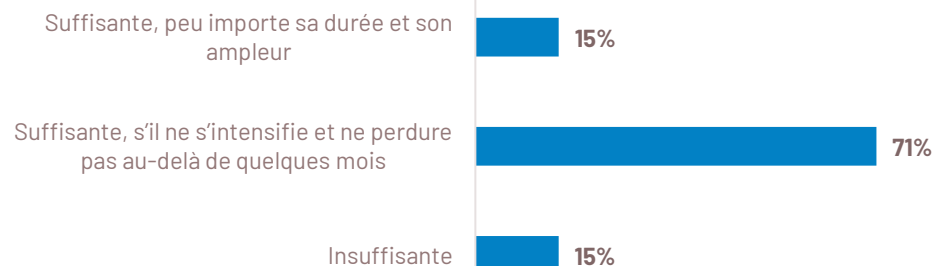
Répercussion des hausses de coût sur les prix de vente



Base : Répondants impactés par le conflit à travers une hausse des coûts (énergétiques ou non)

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Capacité de la trésorerie à absorber le choc



Base : Répondants exposés au conflit (déjà impactés ou qui pourraient l'être)

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les TPE/PME affectées par le conflit en raison d'une hausse des coûts, énergétiques ou non, **prévoient majoritairement de répercuter cette hausse sur leurs prix de vente, au moins partiellement** (69 % d'entre elles). 18 % répercuteraient la totalité de la hausse de coût dans leurs prix de vente, 17 % une majorité de la hausse, et 34 % une minorité. 31 % n'augmenteraient pas leurs prix de vente malgré la hausse de coût subie.

15 % des TPE/PME exposées au conflit, qu'elles subissent déjà des répercussions ou pas encore, **jugent leur trésorerie actuellement insuffisante pour pouvoir absorber le choc lié au conflit**. Cette proportion atteint 25 % chez celles subissant déjà un impact important. 71 % estiment avoir suffisamment de trésorerie pour faire face au choc à ce stade, sous réserve que le conflit ne s'intensifie pas et ne perdure pas au-delà de quelques mois. 15 % des TPE/PME jugent en revanche leurs liquidités suffisantes pour affronter le choc, quels que soient sa durée et son ampleur.

En conséquence, 4 % de l'ensemble des TPE/PME ont déjà eu recours à des lignes de financement spécifiques pour absorber ce choc et 26 % l'envisagent.

Les TPE/PME des Transports et du Tourisme apparaissent davantage fragilisées.



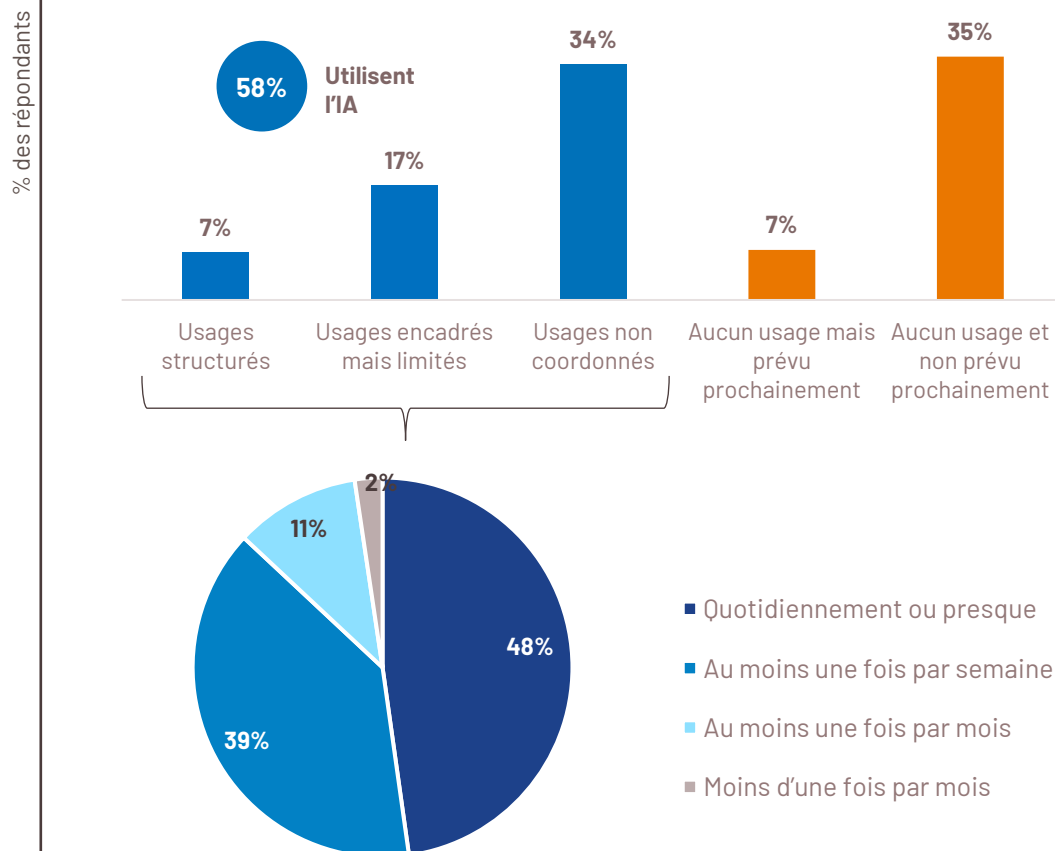
FOCUS
INTELLIGENCE
ARTIFICIELLE

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE



- Quel est aujourd'hui le niveau de déploiement de l'intelligence artificielle, générative ou non, au sein de votre entreprise ?
- En moyenne, à quelle fréquence vos collaborateurs ou vous-même utilisez-vous l'IA au sein de votre entreprise ?

Utilisation de l'IA au sein des TPE/PME



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

58 % des TPE/PME ont recours à l'intelligence artificielle*, générative ou non, à des degrés variés. 34 % l'utilisent de façon non coordonnée, à l'initiative de collaborateurs, sans qu'il n'existe de cadre formalisé, soit une majorité des usages. **17 % ont encadré les usages sur certaines tâches** ou processus identifiés mais le pilotage reste limité. **7 % en font une utilisation plus poussée** : elles ont déjà des usages structurés, déployés dans plusieurs services, avec un pilotage identifié et des procédures formalisées, voire les ont intégrés à la stratégie et aux processus de décision de l'entreprise avec une gouvernance dédiée (2 %).

Pour ces TPE/PME qui ont recours à l'IA, elles l'utilisent assez fréquemment : 48 % d'entre elles en ont un usage quotidien ou quasi quotidien (93 % pour celles ayant des usages déjà structurés) et 39 % l'utilisent au moins une fois par semaine. 13 % l'utilisent de manière plus ponctuelle : 11 % y ont recours une ou quelques fois par mois, et 2 % moins d'une fois par mois.

En revanche, 42 % des TPE/PME n'utilisent pas l'intelligence artificielle. 35 % n'ont d'ailleurs aucune intention d'y recourir prochainement tandis que 7 % l'envisagent. Les TPE (1 à 9 salariés) sont en proportion plus nombreuses que les PME (10 à 249 salariés) ne pas avoir recours à l'IA (44 % contre 31 %).

*L'intelligence artificielle (IA) désigne un ensemble de systèmes informatiques capables d'analyser des données, d'apprendre à partir de celles-ci et d'automatiser ou d'assister certaines tâches, notamment d'analyse, de production ou de décision.

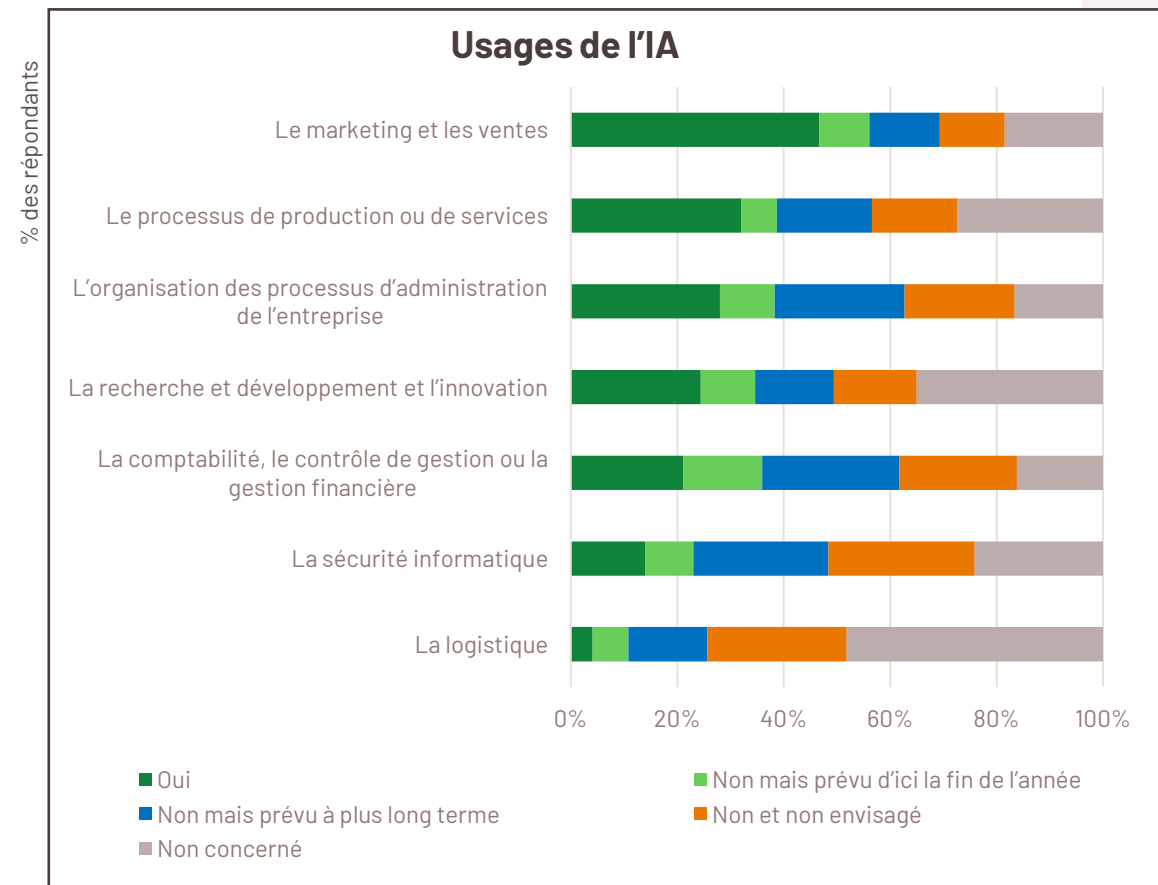
INTELLIGENCE ARTIFICIELLE



• Dans quels domaines utilisez-vous ou comptez-vous utiliser l'IA au sein de votre entreprise ?

• Quels types d'outils d'intelligence artificielle sont utilisés au sein de votre entreprise ?

(Plusieurs réponses possibles)



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les TPE/PME utilisent principalement des outils d'IA obtenus gratuitement (59 %) ou des outils professionnels achetés « clé en main » (52 %). Seuls 13 % ont développé ou fait développer des outils personnalisés pour leurs propres besoins, mais cette proportion grimpe à 54 % chez celles ayant une utilisation déjà structurée de l'IA au sein de l'entreprise.

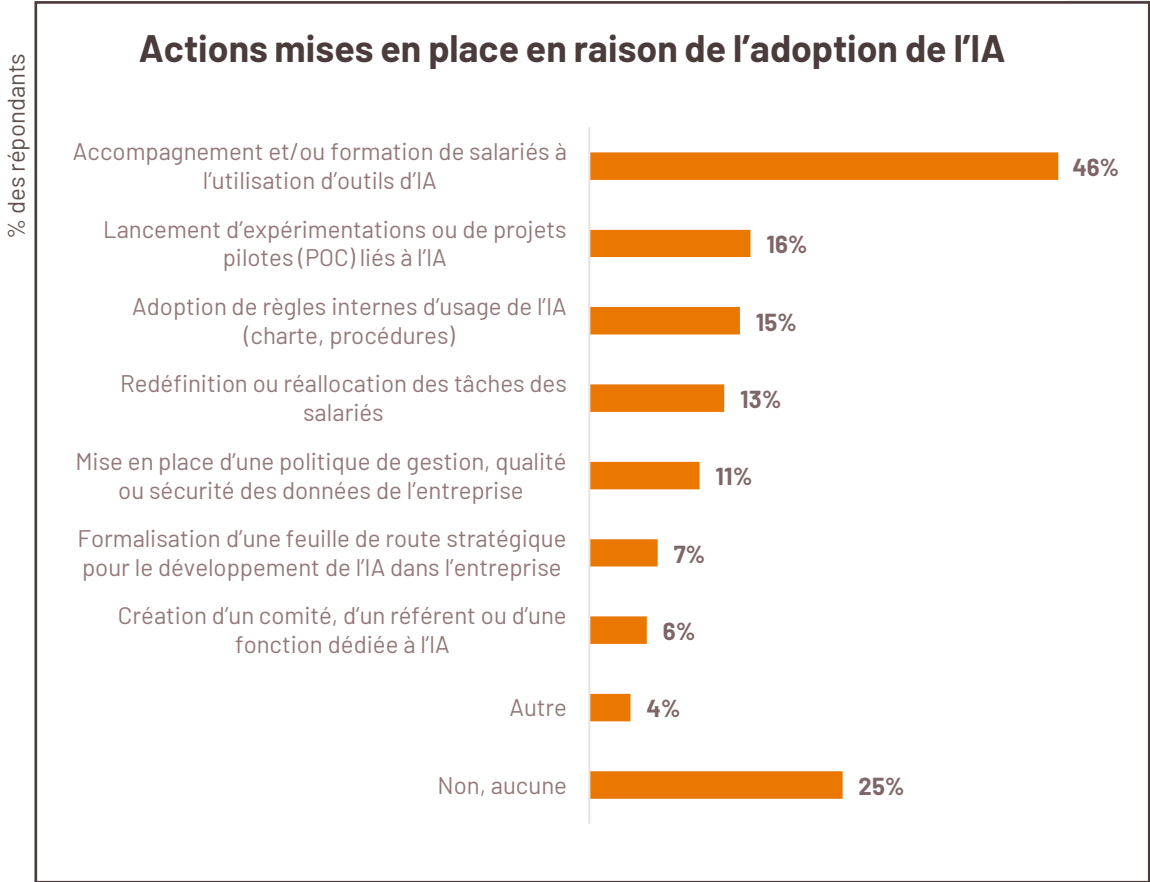
Les TPE/PME recourent à l'IA avant tout à des fins de marketing et de ventes. C'est le premier domaine d'utilisation cité, par 47 % des TPE/PME utilisant l'IA, devant le processus de production ou de services (cité par 32 %). Les autres principales applications se font dans l'organisation des processus d'administration de l'entreprise (28 %) et la recherche et développement (24 %).

21 % y ont recours pour la comptabilité, le contrôle de gestion ou la gestion financière, ce qui en fait le 5^e domaine d'application. Mais 15 % prévoient d'utiliser l'IA dans ce domaine d'ici la fin de l'année et 26 % à plus long terme, des perspectives prometteuses puisqu'il passerait, si les anticipations étaient réalisées, en 3^e position, au coude-à-coude avec l'organisation des processus d'administration de l'entreprise (où le potentiel à long terme est également jugé élevé), derrière le marketing et les ventes qui resterait le principal domaine d'application de l'IA en entreprise.

L'utilisation de l'IA reste assez faible pour l'instant dans la sécurité informatique (14 %) et, plus encore, la logistique (4 %), domaine pour lequel près de la moitié des TPE/PME se déclarent non-concernées. Le potentiel de hausse est néanmoins important du côté de la sécurité informatique (9 % à horizon 1 an et 25 % à plus long terme).



- Avez-vous mis en place des actions spécifiques en raison de l'adoption de l'IA au sein de votre entreprise ?
(Plusieurs réponses possibles)



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Compte tenu de l'adoption de l'IA au sein de leur entreprise, la majorité des dirigeants a mis en place des actions spécifiques (75 % d'entre eux, et la quasi-totalité dans les TPE/PME ayant déjà des usages avancés de l'IA). **L'accompagnement et/ou la formation des salariés à l'utilisation de l'IA est de loin la principale action menée, dans près de la moitié des TPE/PME ayant recours à l'IA (46 %, 53 % chez les PME d'au moins 10 salariés).**

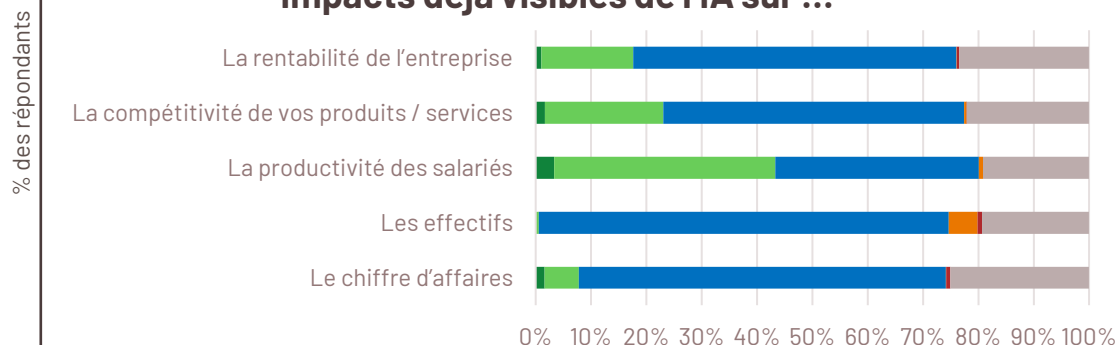
16 % ont lancé des expérimentations ou des projets pilotes en lien avec l'IA, cette proportion grimpe à 50 % lorsque l'utilisation de l'IA est déjà bien structurée au sein de l'entreprise.

15 % ont adopté des règles internes d'usage de l'IA (et même 22 % chez les PME d'au moins 10 salariés) **et 11 % ont mis en place une politique de gestion des données** pour assurer la qualité et/ou la sécurité des données de l'entreprise destinées à être fournies à une IA (32 % lorsque les usages sont déjà structurés). **13 % déclarent avoir redéfini ou réalloué certaines tâches de leurs salariés en raison de l'adoption de l'IA**, cette proportion atteignant 42 % lorsque les usages de l'IA sont déjà structurés (alors la 3^e action la plus souvent mise en place).

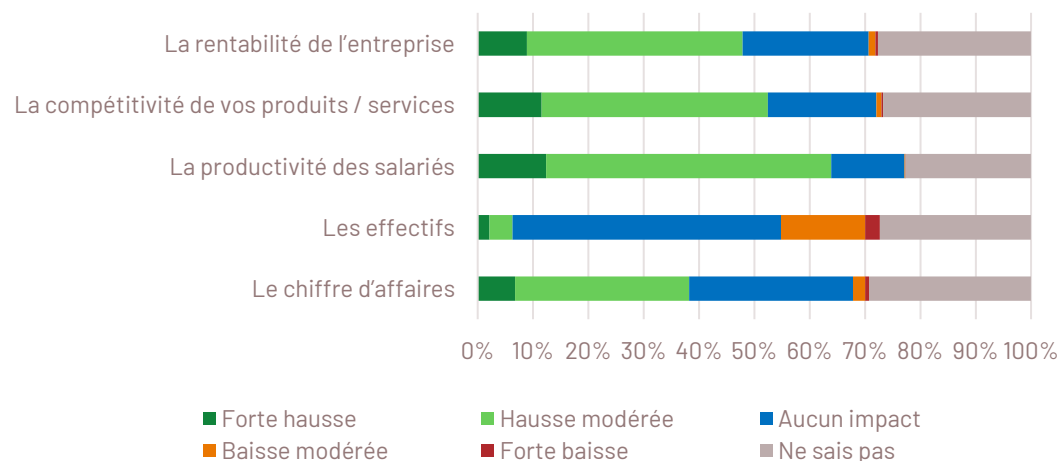


- L'utilisation de l'IA au sein de votre entreprise a-t-elle déjà des effets visibles sur les indicateurs suivants ?
- A horizon 2030, anticipez-vous un impact de l'utilisation de l'IA au sein de votre entreprise sur les indicateurs suivants ?

Impacts déjà visibles de l'IA sur ...



Impacts anticipés à horizon 2030 de l'IA sur ...



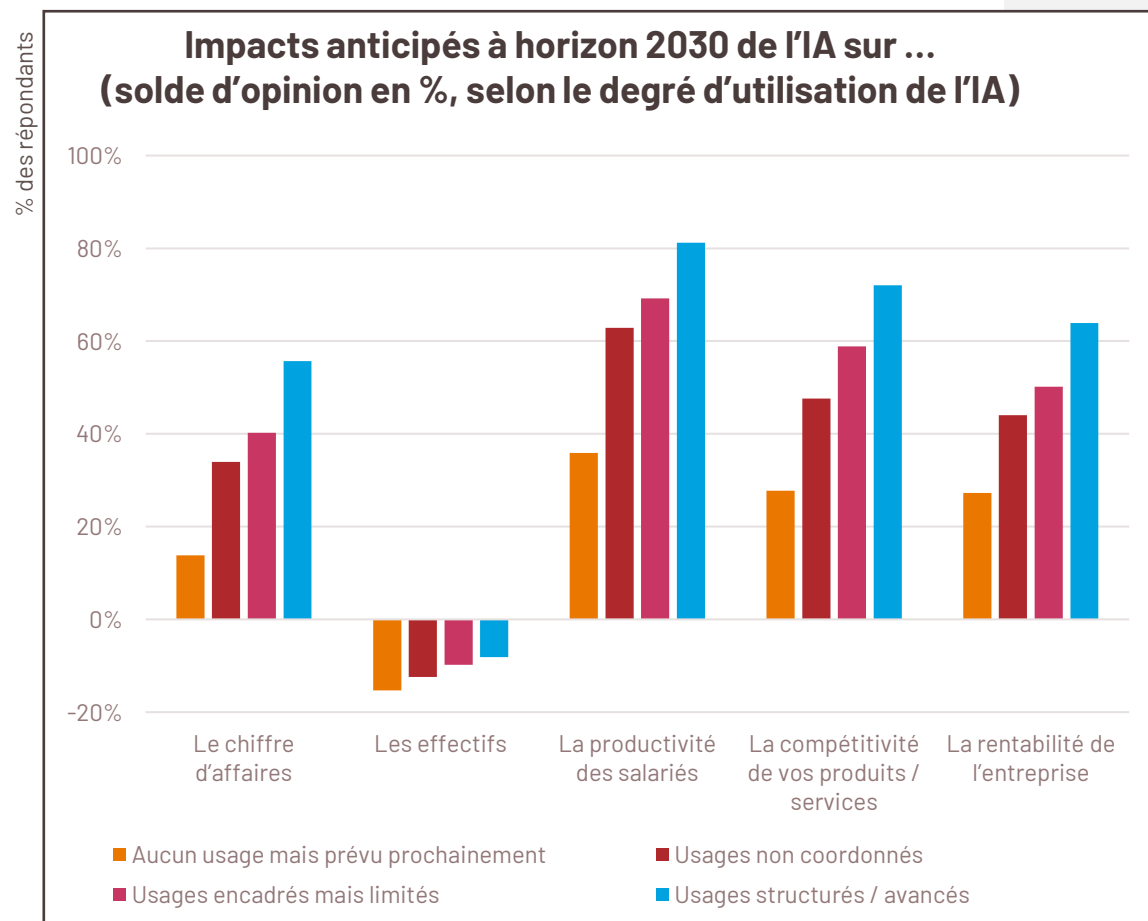
À ce stade, la grande majorité des entreprises ne voient pas encore d'impact de l'IA sur le chiffre d'affaires ou les effectifs de l'entreprise. La balance est toutefois très légèrement négative du côté de l'emploi avec 6 % constatant une baisse de leurs effectifs en lien avec l'IA contre 1 % une hausse), **quand elle est positive du côté du chiffre d'affaires** (8 % constatent un impact positif contre 1 % négatif). Ainsi, **l'impact positif est ressenti assez nettement du côté de la productivité des salariés**: 43 % déclarent une amélioration liée à l'utilisation de l'IA.

L'impact est souvent jugé neutre sur la rentabilité et la compétitivité (un peu plus de la moitié n'observent aucun impact), même si près de 20 % déclarent déjà observer un effet positif sur ces deux variables (et quasiment aucun effet négatif perçu).

Les impacts à horizon 2030 seraient plus marqués. Les dirigeants sont beaucoup plus nombreux à escompter des effets positifs de l'IA sur le chiffre d'affaires, la rentabilité, la compétitivité et la productivité des salariés que ce qu'ils observent aujourd'hui. **L'effet baissier de l'IA sur les effectifs de l'entreprise est attendu plus marqué à horizon 2030** : 18 % anticipent une baisse contre 6 % une hausse.



- L'utilisation de l'IA au sein de votre entreprise a-t-elle déjà des effets visibles sur les indicateurs suivants ?
- A horizon 2030, anticipez-vous un impact de l'utilisation de l'IA au sein de votre entreprise sur les indicateurs suivants ?



Plus les usages de l'IA sont avancés au sein de l'entreprise, plus les impacts de l'IA, à la fois visibles aujourd'hui mais également anticipés à horizon 2030, sont marqués et positifs en ce qui concerne le chiffre d'affaires, la rentabilité, la compétitivité des produits et services et la productivité des salariés. Par exemple, les TPE/PME ayant des usages de l'IA déjà structurés aujourd'hui sont 81 % à prédire que l'IA va augmenter la productivité de leurs salariés à horizon 2030 (aucune n'anticipe une baisse) contre 65 % de celles ayant des usages plus limités et 37 % de celles n'ayant pas encore recours à l'IA mais l'envisageant prochainement.

En revanche, l'impact anticipé sur l'emploi diffère moins selon les usages. Les TPE/PME ayant déjà des usages structurés sont certes un peu plus nombreuses à anticiper une baisse de leurs effectifs liée à l'IA à horizon 2030 (30 % contre 17 % pour celles ayant des usages moins avancés voire inexistants) mais elles sont également plus nombreuses à prévoir au contraire un impact haussier sur leurs effectifs (22 % contre 5 %), si bien que le solde d'opinion sur les effectifs est même légèrement moins défavorable que pour les TPE/PME ayant aujourd'hui des usages plus limités de l'IA.



- Quelles sont les principales difficultés/craintes rencontrées ou anticipées dans l'adoption de l'IA au sein de votre entreprise ?
(3 réponses maximum)

Principales difficultés / craintes rencontrées ou anticipées dans l'adoption de l'IA

% des répondants



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Le principal obstacle freinant l'adoption de l'IA est de loin la difficulté pour les TPE/PME à identifier des cas d'usages pertinents pour l'entreprise, cité par **54 % des répondants**. C'est un frein logiquement plus puissant pour celles qui n'ont pas encore recours à l'IA (60 %) ou qui ont des usages encore limités, non structurés à l'échelle de l'entreprise (53 % contre 24 % pour celles ayant déjà des usages structurés).

Le manque de temps, qui peut aussi être appréhendé comme la crainte de perte de temps associée à l'utilisation de l'IA sans visibilité sur les gains potentiels, est la **deuxième difficulté principale, citée par 28 % des dirigeants**, et là aussi plus souvent avancée par ceux n'ayant pas encore franchi le pas d'utiliser l'IA dans l'entreprise (33 % d'entre eux). Le manque de ressources humaines ou de compétences en interne arrive en **3^{ème} position**, citée par un quart des dirigeants, mais qui devient un obstacle plus secondaire chez les TPE/PME ayant déjà un usage structuré de l'IA (cité par 16 % d'entre elles).

Les craintes de mauvais usages de l'IA, pouvant conduire à une perte de confidentialité des données par exemple, sont également citées par un quart des dirigeants, et 15 % redoutent que l'utilisation de l'IA n'affecte la capacité à raisonner de leurs collaborateurs. Ces deux craintes sont d'autant plus citées que le degré d'adoption de l'IA est élevé, et apparaissent comme les deux principaux motifs évoqués par les TPE/PME ayant déjà un usage structuré de l'IA (par respectivement 38 % et 30 % d'entre elles).



MÉTHODOLOGIE



Interrogation par voie numérique de **4 073** dirigeants de TPE / PME du **13 au 26 avril 2026**.

L'analyse en première partie porte sur les **1 135** premières réponses jugées complètes et fiables reçues. L'analyse en seconde partie porte sur **1 128** TPE/PME, dont les réponses ont été redressées par taille d'effectif et secteur d'activité.

Champ : TPE / PME des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires.

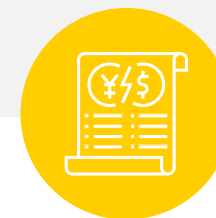
Le questionnaire récurrent (hors interrogation sur l'impact de la guerre en Iran et le niveau d'adoption de l'intelligence artificielle) comporte **10 questions autour de trois axes**.



**TRÉSORERIE, DÉLAIS DE PAIEMENT,
FINANCEMENT COURT TERME**



**INVESTISSEMENT, FINANCEMENT
DE L'INVESTISSEMENT**



**FREINS
À LA CROISSANCE**

DÉFINITIONS

Les indicateurs ou soldes d'opinion correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

Indicateur en évolution = $[(x \% \text{ « en hausse »}) - (y \% \text{ « en baisse »})] \times 100$

Indicateur en niveau = $[(x \% \text{ « bon / aisé »}) - (y \% \text{ « mauvais / difficile »})] \times 100$

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100%, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.



AU SUJET DE

**BPIFRANCE LE LAB,
REXECODE**



Investir, innover, exporter, recruter, orienter, manager... La prise de décision est essentielle pour les dirigeants d'entreprises.

Or, dans un monde globalisé, l'information surabondante, les idées reçues et les fausses informations nuisent à une prise de décision éclairée.

La mission de Bpifrance Le Lab est d'éclairer la décision des dirigeants d'entreprise et des acteurs de leur écosystème. Notre collectif d'experts décrypte des sujets variés, de l'économie à la psychologie du dirigeant, en passant par la gestion de l'entreprise, en produisant des connaissances fiables issues de méthodes scientifiques et rigoureuses.

Le Lab contribue à l'épanouissement des dirigeants, au développement des entreprises et de l'économie française, à servir l'avenir.

Bpifrance Le Lab

Décrypter pour décider.

lelab.bpifrance.fr



Rexecode

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises.

Son financement est assuré par ses 60 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode.

L'équipe de Rexecode assure une double mission :

- Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales.
- Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif ainsi que sur les voies et moyens d'une transition énergétique compatible avec le développement de l'économie.

www.rexecode.fr

